

Le scandale des E3C

lundi 10 février 2020, par [Marie-Pierre FRONDZIAK](#)

Beaucoup d'entre nous ignorent ce que sont ces E3C. Ils font partie des nouveaux moyens d'évaluation du baccalauréat (si on peut encore l'appeler comme ça). Ils consistent à faire passer des épreuves en contrôle continu (Histoire-géo et les deux langues vivantes pour les séries générales, auxquels se rajoutent les mathématiques pour les séries technologiques), deux fois dans l'année, en classe de première et en classe de terminale, afin d'alléger l'examen final et d'éviter le bachotage. Résultat des courses, les élèves ne sont plus en bachotage deux ou trois mois en fin de terminale, mais pendant deux ans ! Bravo !

Une partie des enseignants est contre cette réforme du baccalauréat, entre autres à cause de ce contrôle continu qui rompt l'égalité républicaine sur le territoire, puisque les élèves passent ces épreuves, différentes selon les lycées, dans leurs établissements. Donc dès le départ, le principe n'est pas acceptable. Mais en plus, comme on pouvait s'y attendre, les sujets sont mis par avance sur internet, certains professeurs, peu soucieux de déontologie, donnent les sujets aux élèves avant les épreuves, etc. De plus, les professeurs n'ont pas forcément eu le temps de boucler le programme. Bref, l'égalité de traitement est bafouée et le baccalauréat n'est plus un diplôme national.

A cela s'ajoute la manière dont les choses se sont passées ces dernières semaines. Les enseignants ont fait usage de leur droit de grève, des élèves s'y sont associés. Ce genre de choses s'est toujours vu dans le passé. Mais la grande « nouveauté », c'est que les forces de l'ordre ont été envoyées devant les lycées, voire dedans, bafouant scandaleusement les droits des citoyens et bafouant le droit tout court en mettant en garde à vue des adolescents. De mémoire de prof, cela ne s'était jamais vu.

Monsieur Blanquer soutient que seulement 15% des lycées ont été perturbés, alors que le syndicat des proviseurs, le SNPDEN avance le chiffre de 43%. Les élèves et les professeurs sont menacés de sanctions, la rectrice de Rouen veut maintenir les zéros pour les élèves qui ont « consciemment » refusé de passer les épreuves, alors que la loi interdit de mettre des zéros pour sanctionner les comportements. Le pouvoir n'hésite pas à exercer autoritarisme et violence à un niveau jamais atteint. Les enseignants réclament le retour à un baccalauréat national, anonyme et terminal, et ils ont bien raison. Il en va de l'égalité de traitement républicaine.